



Proposition de refonte de l'arrêté du 16 mars 2016 ProNaturA France et ses associations affiliées

INTENTIONS

La France compte 12 millions de poules et 5 millions d'oiseaux (domestiques ou non domestiques). Ces petits élevages, amateurs ou professionnels, participent activement à préserver un tissu **patrimonial et culturel** (oiseaux de volière et de basse-cour).

Ce patrimoine est en grand danger en raison de la grippe aviaire, qui devient endémique et décime oiseaux domestiques comme non domestiques :

- En ce qui concerne les domestiques, les petits élevages préservent des **souches anciennes** : déjà en 1970 les races anciennes ont été sauvées par les amateurs alors qu'elles disparaissaient. Il se reproduit la même chose actuellement.

En raison, depuis 2015, des annulations à répétitions de dernière minute des expositions-concours d'animaux de basse-cour, les éleveurs de conservation de races locales à faibles effectifs sont asphyxiés économiquement et ne peuvent plus acheter les céréales nécessaires à l'alimentation des parentaux. Ce que la seconde Guerre mondiale n'a pas réussi à faire disparaître, le principe de précaution va malheureusement y arriver si une autre politique volontariste et pragmatique n'est pas mise rapidement en œuvre.

Certaines variétés ne **sont plus portées que par un ou deux éleveurs**. Ce qui est catastrophique pour notre biodiversité, pour la souveraineté alimentaire également. Les éleveurs cessent les uns après les autres leur activité. (61 % de perte en 2020 et 3% par mois estimés)

Car ce sont ces éleveurs qui préservent les souches : lorsque les industriels n'ont plus d'hybrides, ils viennent chercher à la source ; cet élevage a donc une vocation « conservatoire » et fournit les bases génétiques « parentaux » pour repartir sur de nouveaux sujets qui jouent un rôle non négligeable dans la conservation. Ceux-ci se perdent : il ne reste par exemple qu'une centaine de sujet de « Géline de Touraine (voir rapport INRA de 2024 déjà).

- En ce qui concerne les non domestiques, les éleveurs assurent, en parallèle avec les établissements zoologiques, la conservation de nombreuses espèces, pour les générations présentes et futures, avec l'espoir de pouvoir les relâcher dans leur milieu naturel lorsque cela sera possible : faisan du Vietnam, par exemple, malheureusement abattus en septembre 2022, au Parc animalier du Marais (60), pour cause de grippe aviaire.

Cette nécessité de protéger est soulignée par l'ANSES dans son rapport sur la grippe aviaire : « protéger les filières avicoles en préservant le patrimoine génétique présent sur le territoire. ». Le rapport reconnaît ce type d'élevage au chapitre : « Sélection, multiplication, production : les trois types d'élevages »

La sélection vise à produire des animaux destinés à la multiplication et la fixation des caractéristiques des animaux (caractères génétiques) ».

Nous comprenons les impératifs sanitaires mais tenons à indiquer que les éleveurs sont **affiliés à des associations rattachées à notre fédération** (Fédération Française des Volailles par exemple) : c'est à dire que nous garantissons une diffusion des informations sur les mesures de biosécurité en liaison avec les DDPP. Notre Conseil scientifique compte des spécialistes « oiseaux » qui veillent à faire circuler les informations.

Le rapport parlementaire précise d'ailleurs aussi :

« Concernant la biosécurité et les mesures de prévention :

- les efforts en matière de sensibilisation et de formation doivent être maintenus et accentués et ne pas laisser de côté les éleveurs indépendants, ce qui va de pair avec l'enjeu d'acceptabilité des mesures prises (proposition n° 8) »

Les oiseaux sont :

- **Identifiés et traçables** : les clubs possèdent un maillage départemental qui assure l'identification des animaux par baguage avec numéro d'éleveur le plus souvent. Les oiseaux peuvent donc être tracés ;
- **Protégés** : ils sont sous filets et/ou volières dès qu'une alerte est lancée ;

- Confinés /immobilisés : dès que les alertes sont lancées, toute circulation est interdite. Il ne peut donc avoir de contagion hors élevage si le confinement est observé.

Les rapports ANSES sur le mode de propagation du virus et le dernier rapport parlementaire prouvent que les contaminations sont à **95 % d'origine humaine**, notamment par les camions qui vont d'un élevage à l'autre. Cela n'est pas le cas des petits élevages, **fermés et sans contacts** avec des fournisseurs extérieurs.

L'élevage familial est un loisir, qui, comme tous les loisirs, est déficitaire. Cependant, c'est un loisir qui fait vivre **10 000 emplois directs et 30 000 emplois indirects** : les animaleries, les producteurs d'aliments et de graines spécifiques, les producteurs de matériel, les vétérinaires, les transporteurs d'animaux, etc.

Les concours de beauté, les bourses d'échange et autres championnats d'animaux de compagnie ou non, organisés chaque week-end aux quatre coins de notre pays, représentent des **centaines de milliers de nuits d'hôtel et les repas qui vont avec, plus la TVA**. Les restaurateurs et hôteliers déjà sinistrés par le COVID n'ont vraiment pas besoin de cela.

La participation à ces expositions (races avicoles ou oiseaux de volières) est **vitale pour la conservation de nombreuses races et espèces** : en effet c'est le lieu d'échange de sang, faute de quoi les races périssent, déclinent, disparaissent.

Les termes actuels de l'arrêté de 2016 sur les mesures à rendre en période de grippe aviaire ne correspondent pas à la nature particulière de ces élevages.

1- Il est évident que cet arrêté n'a pas été pensé en prenant en compte leur spécificité : par exemple, l'arrêté signale que « le seuil d'alerte vétérinaire en cas de mortalité concerne les élevages d'au moins 1 000 animaux. » Il est évident (annexe 1) que les élevages visés sont ceux de plus de 1 000 volailles à l'air libre ; industriels donc.

Or la plupart des éleveurs présents dans les expositions sont des amateurs, qui ont entre 50 et 300 animaux, grand maximum, qu'ils connaissent pratiquement par leur nom et suivent sur le plan santé. Ce qui les place hors du champ d'alerte de l'arrêté.

2 - L'arrêté est souvent invoqué pour refuser une dérogation, pourtant prévue, aux éleveurs ayant une dérogation de leur DDPP locale et un certificat vétérinaire certifiant la santé de leurs animaux ayant satisfait à l'obligation de claustration indiquée dans le même arrêté, article 7 (pas de sortie depuis au moins 21 jours).

Ce sont souvent des interdictions reposant sur une prise de position personnelle et non sur le respect du texte invoqué.

Arguments :

- Oiseaux ou volailles ?

L'arrêté du 16 mars 2016 dispose que « la participation des oiseaux originaires des zones à risques est interdite ».

L'article 6 de l'arrêté visé se réfère clairement aux « volailles et oiseaux captifs » s'agissant des risques. L'article 7 ne parle que « d'oiseaux » : Cela devrait être harmonisé : oiseaux ? Volailles ?

- Volière ou pas ?

L'article 7 précise que « Par dérogation, les rassemblements d'oiseaux appartenant à des espèces réputées **élevées de manière systématique en volière** peuvent être autorisés par le préfet. ». Il dispose aussi que par dérogation « uniquement ceux réputés élevés de manière systématique en volière, espèces dont la liste figure dans l'annexe II seront acceptés ».

L'annexe II concerne les oiseaux, dits « sous volière », mais pas les volailles. Les poules ne figurent pas dans l'annexe II relative aux espèces sous volière, mais sous l'annexe I : **les gallinacés sont donc sous le coup de cette interdiction**.

La suite de l'article 7 précise :

- « Par dérogation, les rassemblements d'autres oiseaux (autres qu'en annexe II s'entend) peuvent être autorisés par le préfet aux conditions suivantes :

- Le rassemblement a lieu dans des conditions permettant de limiter le risque de contamination par les oiseaux sauvages et le risque de contamination entre exposants, pouvant conduire à des restrictions portant sur le nombre d'exposants, la distance minimale entre exposants et les conditions de présentation des oiseaux ;
- Les oiseaux participant au rassemblement sont détenus par l'exposant en claustration ».

C'est le cas pour la plupart des éleveurs sérieux qui, dès qu'ils sont alertés, mettent en volières ou enferment leurs oiseaux.

Donc, nous pourrions réécrire les articles 6 et 7 en mentionnant l'espèce « *Gallus* » tout en précisant que si l'exposant peut prouver que ses animaux ont bien été élevés **en volière**, il se trouve dans les conditions « élevés sous volière », peut suivre les conditions des oiseaux de l'annexe II et peut exposer sous les réserves précitées (volière étanche, maillage réglementaire, claustration plus de 21 jours, contrôle vétérinaire, vaccination et accord des DDPP). Ceci peut être complété par des « random test » par écouvillonnage au moment de l'exposition.

Rappelons que toute exposition est validée par le passage d'un à quatre vétérinaires sanitaires.

Par ailleurs, il serait bon d'harmoniser les procédures DDPP : qui décide ? DDPP d'accueil ou de départ ? Il semblerait plus logique que l'arbitrage prépondérant pour admission d'oiseau en exposition dépendent de l'avis de la DDPP de départ, qui connaît les éleveurs et les vétérinaires suivant les élevages.

En effet actuellement il y a **rupture d'égalité** manifeste : certaines dérogations venant de certains départements, concernant des pigeons ou des volailles sont acceptées et d'autres non, ce qui constitue un cas de nullité sur le plan juridique.

Faire confiance aux rapports des DDPP locales, qui n'ont aucune raison de ne pas avoir bien fait le travail de vérification, semblerait logique.

Pour toutes ces raisons, suite à notre entretien du 19 avril avec M. JACQUET que nous remercions pour son écoute et ses conseils, nous avons l'honneur de vous proposer quelques amendements pour un futur projet de texte qui sauvegarde les activités de conservation des éleveurs que nous représentons, tout en garantissant le respect d'un niveau acceptable de contraintes sanitaires.

Arrêté du 16 mars 2016 relatif aux niveaux du risque épizootique en raison de l'infection de l'avi-faune par un virus de l'influenza aviaire hautement pathogène et aux dispositifs associés de surveillance et de prévention chez les volailles et autres oiseaux captifs

NOR : AGRG1604341A

JORF n°0076 du 31 mars 2016

Texte n° 82

La ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat, et le ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, porte-parole du Gouvernement,

Vu la décision 2005/731/CE de la Commission du 17 octobre 2005 modifiée établissant des dispositions supplémentaires relatives à la surveillance de l'influenza aviaire chez les oiseaux sauvages ;

Vu la décision 2005/734/CE de la Commission du 19 octobre 2005 modifiée arrêtant des mesures de biosécurité destinées à limiter le risque de transmission aux volailles et autres oiseaux captifs, par des oiseaux vivant à l'état sauvage, de l'influenza aviaire hautement pathogène causée par le sous-type H5N1 du virus influenza A et établissant un système de détection précoce dans les zones particulièrement exposées ;

Vu le code rural et de la pêche maritime, notamment le livre II et les articles L. 201-1 à L. 201-13, L. 221-1, D. 223-22-2 ;

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L. 424-4 et R. 424-15 ;

Vu l'arrêté du 4 novembre 2003 modifié relatif à l'usage des appeaux et des appelants pour la chasse des oiseaux de passage et du gibier d'eau et pour la destruction des animaux nuisibles ;

Vu l'arrêté du 24 octobre 2005 pris pour l'application de l'article L. 221-1 du code rural ;

Vu l'arrêté du 24 février 2006 relatif à la vaccination contre l'influenza aviaire des oiseaux détenus dans les établissements zoologiques ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2006 fixant les mesures sanitaires applicables aux élevages de gibier à plumes destiné à être lâché dans le milieu naturel et au lâcher de ce gibier ;

Vu l'arrêté du 1er août 2006 modifié fixant des mesures sanitaires concernant l'usage des appelants utilisés pour la chasse du gibier d'eau ;

Vu l'arrêté du 15 février 2007 modifié fixant des mesures techniques et administratives prises lors d'une suspicion ou d'une confirmation d'influenza aviaire hautement pathogène causée par un virus de sous-type H5N1 chez des oiseaux vivant à l'état sauvage,

Arrêtent :

[Nous proposons de viser la loi du 30 novembre 2021 contre la maltraitance : la claustration plus de 10 mois par ans de volailles de races est en effet préjudiciable à leur bien-être et entraîne une mortalité du fait de la claustration imposée.](#)

Article 1 - Objet et champ d'application

Le présent arrêté précise les niveaux de risque épizootique définis en raison de l'infection de l'avifaune sauvage par un virus de l'influenza aviaire hautement pathogène et les mesures de surveillance et de prévention applicables pour chacun de ces niveaux dans les exploitations du territoire national. Les dispositions du présent arrêté ne font pas obstacle aux mesures de police sanitaire appliquées en cas de suspicion ou de confirmation d'influenza aviaire sur des oiseaux captifs ou sauvages.

Article 2 - Définitions

Aux fins du présent arrêté, on entend par :

- a) « Volaille » : les poules, dindes, pintades, canards, oies, cailles, pigeons, faisans, perdrix, ainsi que les oiseaux coureurs (ratites), élevés ou détenus en captivité en vue de leur reproduction, de la production de viande ou d'œufs de consommation ou de la fourniture de gibier de repeuplement ou de tir ;
- b) « Autre oiseau captif » : tout oiseau détenu en captivité à des fins autres que celles mentionnées au précédent alinéa, y compris ceux détenus à des fins de spectacle, de courses, d'expositions, de compétitions, d'élevage ou de vente ;
- c) « Oiseau sauvage » : tout oiseau vivant en liberté, par opposition aux oiseaux détenus dans des exploitations au sens du point d ;
- d) « Exploitation » : toute installation agricole ou d'une autre nature, y compris un couvoir, un cirque, un zoo, un magasin d'oiseaux de compagnie, un marché aux oiseaux ou une volière, dans laquelle des volailles ou d'autres oiseaux captifs sont élevés ou détenus. Toutefois, cette définition n'inclut pas les abattoirs, les moyens de transport, les centres et installations de quarantaine, les postes d'inspection frontaliers et les laboratoires autorisés par l'autorité compétente à détenir le virus de l'influenza aviaire ;
- e) « Exploitation commerciale » : une exploitation détenant des volailles à des fins commerciales ;
- f) « Exploitation non commerciale » : une exploitation où des volailles ou d'autres oiseaux captifs sont détenus :
 - pour leur consommation personnelle ou pour leur propre usage, ou
 - comme animaux d'agrément ou de compagnie ;
- g) « Détenteur » : toute personne, physique ou morale, qui a la propriété d'une ou de plusieurs volailles ou autres oiseaux captifs ou qui est chargée de pourvoir à leur entretien, à des fins commerciales ou non ;
- h) « Influenza aviaire hautement pathogène » (IAHP) : une infection des volailles et autres oiseaux captifs causée par :

- des virus du genre influenzae virus de type A, appartenant aux sous-types H5 ou H7 avec des séquences génomiques, codant de multiples acides aminés basiques sur le site de clivage de la molécule d'hémagglutinine similaires à celles observées pour d'autres virus IAHP, indiquant que la molécule d'hémagglutinine peut subir un clivage par une protéase ubiquitaire de l'hôte, ou

- des virus de l'influenza aviaire présentant, chez les poulets âgés de six semaines, un indice de pathogénicité par voie intraveineuse supérieur à 1,2 ;

i) « Mesure de biosécurité » : mesure visant à prévenir ou à limiter les risques de l'introduction d'un agent pathogène dans une exploitation, de sa circulation et de sa persistance à l'intérieur de l'exploitation et de sa diffusion vers d'autres exploitations ;

j) « Cas d'IAHP dans l'avifaune sauvage » : tout oiseau sauvage pour lequel l'infection par le virus IAHP a été officiellement confirmée ;

k) « Cas groupés d'IAHP dans l'avifaune sauvage » : au moins deux cas d'IAHP dans l'avifaune sauvage, dans une zone écologique homogène au cours d'une même période.

Article 3 - Niveaux de risque épizootique d'IAHP

Le niveau de risque épizootique d'IAHP est défini par arrêté du ministre en charge de l'agriculture. Le risque épizootique auquel sont exposés les volailles et autres oiseaux captifs en cas d'infection des oiseaux sauvages par un virus de l'IAHP est classé en trois catégories, négligeable, modéré et élevé, en fonction des critères suivants :

- le nombre de cas d'IAHP dans l'avifaune sauvage et leur répartition dans le temps et dans l'espace ;
- le regroupement des cas notamment à l'intérieur du territoire national et dans les couloirs migratoires des oiseaux sauvages arrivant ou transitant en France ;
- la distance du territoire national par rapport aux cas dans les pays voisins.

L'apparition d'un foyer d'influenza aviaire sur des volailles ou autres oiseaux captifs pour lequel toute hypothèse de contamination par l'avifaune sauvage a été écartée ne constitue pas un critère pouvant modifier le niveau de risque épizootique.

À chaque niveau de risque, les mesures des niveaux inférieurs sont applicables.

Article 4 - Régionalisation du niveau de risque épizootique

Lorsqu'un cas d'IAHP à sous-type H5N1 dans la faune sauvage est identifié, les mesures prescrites par l'arrêté du 15 février 2007 susvisé s'appliquent. Lorsque plusieurs cas d'IAHP dans l'avifaune sauvage sont identifiés sur le territoire national, ou dans les pays voisins de la France, le ministre en charge de l'agriculture peut régionaliser le niveau de risque en tenant compte d'un ou plusieurs des critères suivants :

- le risque de diffusion du virus ;
- le nombre et la répartition des cas d'IAHP dans l'avifaune sauvage ;
- le caractère zoonotique ou non de la souche ; - la présence de cas dans les couloirs migratoires des oiseaux sauvages arrivant ou transitant en France.

La modulation du classement du risque s'applique à tout ou partie du territoire national. Au sein du territoire national sont définies des zones écologiques, appelées zones à risque particulier, dans lesquelles la probabilité de l'infection de l'avifaune sauvage par un virus de l'IAHP est jugée plus élevée que dans le reste du territoire. La liste des communes composant ces zones figure à l'annexe 3 du présent arrêté. Les zones écologiques auxquelles elles appartiennent figurent dans la 4e colonne du tableau de l'annexe 3. Ces zones écologiques peuvent faire l'objet de mesures particulières au sein d'un territoire d'un risque donné.

Article 5 - Mesures de surveillance de l'influenza aviaire hautement pathogène

Les mesures de surveillance de l'IAHP comprennent :

1. La surveillance des oiseaux sauvages :

Collaborent à la surveillance des oiseaux sauvages les agents de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage, les fédérations des chasseurs, les associations de chasse, les vétérinaires, les organisations en charge de l'observation, l'étude ou la protection des oiseaux sauvages, les gestionnaires des espaces publics ainsi que toutes les personnes fréquentant les milieux naturels. Cette surveillance comprend deux volets dont les modalités de mise en œuvre sont précisées par instruction du ministre en charge de l'agriculture :

- la surveillance passive concerne les oiseaux sauvages trouvés morts, malades, ou recueillis en centre de sauvegarde. Elle a pour objectif la détection précoce de l'influenza aviaire hautement pathogène chez les oiseaux sauvages. Elle est renforcée lorsque le niveau de risque augmente ;
- la surveillance active concerne les oiseaux capturés ou tirés. Elle a pour objectifs d'une part la détection des souches circulant dans l'avifaune, d'autre part l'évaluation de l'extension de cette circulation virale. Elle est mise en place dans les parties du territoire national dans lesquels le niveau de risque est « modéré » ou « élevé ».

2. La surveillance des volailles et autres oiseaux captifs :

Chaque détenteur d'oiseaux procède à une surveillance des oiseaux qu'il détient pour déceler l'apparition de symptômes de maladie ou la présence de cadavres d'oiseaux captifs ou sauvages. Il déclare sans délai au vétérinaire tout comportement anormal et inexplicable des oiseaux ou tout signe de maladie.

Pour les élevages familiaux ou conservatoires, cette surveillance s'effectue en liaison avec le club ou l'association ou fédération dont il relève, avec le vétérinaire ou la structure de conservation chargée du suivi des élevages. Ces structures gardent leurs membres informés des mesures de sauvegarde et s'assurent de leur respect.

Pour les troupeaux de plus de 1 000 oiseaux, les critères d'alerte, précisés en annexe 1 du présent arrêté, sont :

- toute mortalité supérieure à 4 % (2 % pour les palmipèdes) au cours d'une journée, ou mortalité en progression sur 2 jours suivant les seuils indiqués ;
- toute baisse de la consommation d'eau ou d'aliment de plus de 50 % sur une journée ou de plus de 25 % par jour sur 3 jours consécutifs ;
- toute chute de ponte de plus de 15 % sur une journée ou de plus de 5 % par jour sur 3 jours consécutifs.

Le vétérinaire consulté est tenu d'en rechercher les causes conformément aux instructions du ministre en charge de l'agriculture et d'en rendre compte sans délai et par écrit au détenteur qui inscrit les constats dans le registre d'élevage. En cas de suspicion d'influenza aviaire, le vétérinaire en avertit immédiatement le directeur départemental en charge de la protection des populations, conformément à l'article L. 201-7 du code rural et de la pêche maritime.

La consultation du vétérinaire au titre de la surveillance est à la charge du demandeur, sans préjudice de la participation financière des pouvoirs publics en cas de suspicion d'influenza aviaire validée par le directeur départemental en charge de la protection des populations ou d'instructions particulières du ministre en charge de l'agriculture.

La surveillance est obligatoire dès le niveau de risque « négligeable ».

Elle est obligatoirement quotidienne :

- dans les exploitations commerciales dans les parties du territoire où le niveau de risque épizootique est « modéré » ou « élevé » ;
- dans les exploitations non commerciales dans les parties du territoire national où le niveau de risque épizootique est « élevé ».

Article 6 - Mesures de prévention chez les volailles et autres oiseaux captifs

Les mesures de prévention dépendent du niveau de risque épizootique.

1. Dans les parties du territoire où le niveau de risque est « négligeable », les mesures générales de biosécurité définies par arrêté du ministre en charge de l'agriculture s'appliquent.

2. Dans les zones à risque particulier où le niveau de risque est « modéré », des mesures de biosécurité renforcées définies par arrêté du ministre en charge de l'agriculture s'appliquent. Aucune dérogation à ces mesures n'est possible dans les exploitations non commerciales.

3. Dans les parties du territoire métropolitain où le niveau de risque est « élevé », les mesures de biosécurité renforcées prévues au paragraphe 2 s'appliquent y compris hors des zones à risque particulier. Aucune dérogation à ces mesures n'est possible dans les exploitations non commerciales.

Toutefois : pour les élevages familiaux ou conservatoires, considérés comme non commerciaux, la dérogation pourra être appliquée en fonction des constats du vétérinaire concernant l'application des mesures de biosécurité qui auront été relayées par les structures précitées.

- isolation ;
- non circulation en zone à risques ;
- volières étanches avec maillage suffisamment resserré ;
- mise à l'abri des abreuvoirs et mangeoires ;
- port de surchaussures d'un parc à l'autre.

Cette surveillance s'effectue en liaison avec l'association ou la fédération dont il relève, avec le vétérinaire ou la structure de conservation charge du suivi des élevages. Ces structures gardent leur membres informés des mesures de sauvegarde et s'assurent de leur respect.

4. Par dérogation dans les exploitations commerciales, tout propriétaire ou détenteur de volailles ou autres oiseaux captifs qui ne serait pas en mesure d'appliquer les dispositions prévues aux points 2. et 3. pour des raisons de bien-être animal, de technique d'élevage ou de contraintes liées à un cahier des charges répondant à un signe officiel de qualité peut demander une dérogation à la claustration ou à la mise sous filet. La dérogation est accordée par le préfet sur la base d'un compte-rendu de visite du vétérinaire sanitaire de l'élevage concluant à l'application satisfaisante des pratiques de biosécurité renforcée. La visite vétérinaire est réalisée à l'initiative et aux frais du propriétaire ou du détenteur. La dérogation reste valable pendant une année au maximum et tant que les conditions de détention ne sont pas modifiées. Le cas échéant, il appartient au détenteur de demander une nouvelle dérogation.

Article 7 - Mesures relatives aux rassemblements d'oiseaux.

Les rassemblements d'oiseaux organisés à l'occasion des foires, marchés, expositions, concours ou diverses démonstrations publiques et la participation de certains oiseaux à des rassemblements peuvent être interdits lorsque le niveau de risque épizootique est « modéré » ou « élevé », selon le lieu du rassemblement et le lieu de détention d'origine des oiseaux.

La présentation d'oiseaux par un seul détenteur n'est pas considérée comme un rassemblement.

NB : cette mesure est souvent refusée alors qu'elle est de droit ne présente aucun risque sanitaire puisque les oiseaux proviennent d'un seul élevage. En conséquence, la présentation d'oiseaux par un seul détenteur membre d'un club ou association ayant satisfait aux conditions ci-dessus sera systématiquement autorisée.

Les modalités de mise en œuvre de ces interdictions sont les suivantes :

. Dans les parties du territoire métropolitain où le niveau de risque est « modéré » :

1.a. Les rassemblements d'oiseaux sont interdits dans les zones à risque particulier.

- Par dérogation, les rassemblements d'oiseaux appartenant à des espèces réputées élevées de manière systématique en volière peuvent être autorisés par le préfet.

La liste des ordres auxquels appartiennent ces espèces figure en annexe 2 du présent arrêté.

- Par dérogation, les rassemblements d'autres oiseaux peuvent être autorisés par le préfet aux conditions suivantes :

- le rassemblement a lieu sur un site ne permettant pas de contact avec l'avifaune sauvage ;

- et les oiseaux participant au rassemblement sont détenus par l'exposant en claustration ou en volière depuis au moins 21 jours ou depuis leur naissance ;
- et l'exposant n'a présenté les oiseaux qu'il détient à aucun autre rassemblement au cours de cette même période ;
- et l'exposant assure la traçabilité des oiseaux lorsqu'ils changent de propriétaire à l'occasion du rassemblement.

1.b. La participation à des rassemblements des oiseaux originaires de zones à risque particulier situées dans des parties du territoire où le niveau de risque est « modéré » est interdite.

- Par dérogation, la participation aux rassemblements des oiseaux originaires de zones à risque particulier où le niveau de risque est « modéré » et appartenant à des espèces réputées élevées de manière systématique en volière peut être autorisée par le préfet. La liste des ordres auxquels appartiennent ces espèces figure en annexe 2 du présent arrêté.

- Par dérogation, la participation des autres oiseaux à des rassemblements peut être autorisée par le préfet aux conditions suivantes :

- ces oiseaux sont rassemblés sur un site ne permettant pas de contact avec l'avifaune sauvage,
- et ces oiseaux sont détenus par l'exposant en claustration ou en volière depuis au moins 21 jours ou depuis leur naissance, et n'ont participé à aucun autre rassemblement au cours de cette période,
- et l'exposant n'a présenté les oiseaux qu'il détient à aucun autre rassemblement au cours de cette même période,
- et l'exposant assure la traçabilité des oiseaux lorsqu'ils changent de propriétaire à l'occasion du rassemblement.

2. Dans les parties du territoire où le niveau de risque est « élevé », les mesures d'interdiction et de dérogations définies au point 1 s'appliquent, y compris hors des zones à risque particulier.

Toutefois :

S'agissant des espèces en annexe 1 – *Gallus* notamment – qui auront été élevées sous volière, et sous réserve de la production d'une attestation sur l'honneur de l'éleveur validée par son association et d'un certificat vétérinaire de suivi de l'élevage validé par la DDPP, il pourra être considéré qu'elles relèvent de l'annexe 2 et donc traitées comme telles.

Pour les élevages familiaux ou conservatoires, considérés comme non commerciaux, la dérogation pourra être appliquée en fonction des constats du vétérinaire concernant l'application des mesures de biosécurité qui auront été relayées par les structures précitées :

- Isolation ;
- non circulation en zone à risque ;
- volières étanches avec maillage suffisamment resserré ;
- mise à l'abri des abreuvoirs et mangeoires.

Il pourrait être inséré un article 7 bis :

En raison de leur valeur de conservation de souches anciennes et ou précieuses, ainsi que la rusticité des races élevées et la nature restreinte de leur activité, les petits élevages ne seront pas systématiquement abattus même s'ils se trouvent dans une zone touchée. Il sera d'abord procédé à un test sérologique ou par écouvillonnage et considéré que le respect absolu du confinement suffira, compte tenu de la nature spécifique de ce type d'élevage, à juguler l'extension du virus.

De même, compte tenu de la valeur conservatoire de ces élevages, la vaccination pourra être autorisée par arrêté du ministre chargé de l'agriculture pour certaines productions, certaines zones géographiques, ou certains niveaux de risque. Dans les parties du territoire métropolitain où le niveau de risque est « modéré » ou « élevé », les oiseaux pourront être soumis à un programme de vaccination conformément à l'arrêté du 24 février 2006 susvisé et aux recommandations de l'Union Européenne ainsi que du rapport parlementaire du 6 avril 2023.

Article 8 - Mesures particulières relatives aux appelants pour la chasse au gibier d'eau.

L'interdiction de transport et d'utilisation d'appelants pour la chasse au gibier d'eau dépend des niveaux de risque, dans le lieu de détention des appelants et dans le lieu de chasse.

1. Lorsque le niveau de risque est « modéré », soit dans le lieu de détention des appelants soit dans le lieu de chasse, le transport et l'utilisation des appelants pour la chasse au gibier d'eau sont interdits dans les zones à risque particulier.

- Par dérogation, le transport d'appelants peut être autorisé dans certaines zones géographiques si une analyse du risque y détermine que l'interdiction de transport ne s'avère pas utile à la maîtrise du risque ou si le maintien en permanence sur le site de chasse n'est pas praticable.

- Par dérogation, l'utilisation d'appelants peut être autorisée dans certaines zones géographiques si une analyse du risque y détermine que l'interdiction d'utilisation ne s'avère pas utile à la maîtrise du risque.

Ces dérogations peuvent en outre être conditionnées à la mise en place d'un plan de prélèvements des appelants en vue d'analyses de laboratoire.

Les zones géographiques dans lesquelles le transport ou l'utilisation des appelants pour la chasse au gibier d'eau sont autorisés en application des dérogations précédentes sont définies par arrêté conjoint des ministres en charge de l'agriculture et de la chasse.

2. Lorsque le lieu de détention des appelants ou le lieu de chasse se trouve dans une partie du territoire où le niveau de risque est « élevé », le transport et l'utilisation des appelants pour la chasse au gibier d'eau sont interdits sans dérogation possible, y compris hors des zones à risque particulier.

Article 9 - Mesures particulières relatives aux pigeons voyageurs et aux oiseaux utilisés à des fins de sécurité civile ou militaire.

1. Dans les parties du territoire où le niveau de risque est « négligeable », les mesures suivantes s'appliquent :

- les compétitions internationales de pigeons voyageurs avec participation de pigeons originaires d'un pays où des cas d'IAHP dans l'avifaune sauvage sont déclarés dans plusieurs unités écologiques ou dans plusieurs zones administratives sont interdites ;

- la participation de pigeons voyageurs à des compétitions au départ d'un pays où des cas d'IAHP dans l'avifaune sont déclarés dans plusieurs unités écologiques ou dans plusieurs zones administratives est interdite ;

- la participation à des compétitions de pigeons voyageurs originaires d'une unité écologique ou d'une zone administrative soumise à des mesures de restriction relatives à l'IAHP dans l'avifaune sauvage est interdite.

2. Les compétitions de pigeons voyageurs avec départ, arrivée, ou participation de pigeons originaires de parties du territoire où le niveau de risque est « modéré » sont interdites.

3. Les compétitions de pigeons voyageurs avec départ, arrivée, survol ou participation de pigeons originaires de parties du territoire où le niveau de risque est « élevé » sont interdites.

4. Les sorties des pigeons voyageurs à proximité immédiate du pigeonnier et des autres oiseaux utilisés à des fins de sécurité civile ou militaire, sous la supervision directe de leur détenteur, sont autorisées quel que soit le niveau de risque épizootique.

5. Dans la mesure où ces pigeons représentent un intérêt de conservation, la vaccination pourra être recommandée par arrêté du ministre chargé de l'agriculture pour certaines productions, certaines zones géographiques, ou certains niveaux de risque.

Article 10 - Mesures particulières relatives au transport et au lâcher de gibiers à plumes.

1. Lorsque le niveau de risque est « modéré » dans une ou des zones à risque particulier correspondant soit au lieu d'origine du gibier soit au lieu du lâcher, le transport et le lâcher du gibier à plumes sont interdits dans ces zones. Toutefois le transit par les grands axes routiers et sans rupture de charge est autorisé lorsque des mesures de biosécurité sont mises en œuvre.

Par dérogation le transport et le lâcher du gibier à plumes peuvent être autorisés selon des modalités précisées par instruction des ministres en charge de la chasse et de l'agriculture.

2. Lorsque le niveau de risque est « élevé » soit dans le lieu d'origine du gibier soit dans le lieu du lâcher, le transport et le lâcher du gibier à plumes sont interdits dans ces zones, y compris hors des zones à risque particulier

Article 11 - Mesures de vaccination préventive.

La vaccination peut être rendue obligatoire par arrêté du ministre chargé de l'agriculture pour certaines productions, certaines zones géographiques, ou certains niveaux de risque.

Dans les parties du territoire métropolitain où le niveau de risque est « modéré » ou « élevé », les oiseaux détenus dans les parcs zoologiques et ne pouvant être confinés ou maintenus sous filets pour des motifs tenant au bien-être animal ou aux difficultés d'adapter les installations sont soumis à un programme de vaccination conformément à l'arrêté du 24 février 2006 susvisé.

Article 12

L'arrêté du 24 février 2006 relatif à la vaccination contre l'influenza aviaire des volailles domestiques est abrogé.

L'arrêté du 24 janvier 2008 modifié relatif aux niveaux du risque épizootique en raison de l'infection de l'avifaune par un virus de l'influenza aviaire hautement pathogène et au dispositif de surveillance et de prévention chez les oiseaux détenus en captivité est abrogé.

Les références à l'arrêté du 24 janvier 2008 modifié relatif aux niveaux du risque épizootique en raison de l'infection de l'avifaune par un virus de l'influenza aviaire hautement pathogène et au dispositif de surveillance et de prévention chez les oiseaux détenus en captivité sont remplacées par la référence au présent arrêté.

Article 13

Les dispositions de l'article 10 entrent en vigueur le 1er juillet 2016.

Article 14

Le directeur général de l'aménagement, du logement et de la nature, le directeur général de l'alimentation et les préfets sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

ANNEXES

ANNEXE 1 - CRITÈRES D'ALERTE

Partie 1. - Seuils de mortalité à partir desquels le détenteur d'un troupeau de 1 000 oiseaux ou plus doit avertir son vétérinaire

ESPÈCE OU FILIÈRE	TYPE DE PRODUCTION	% de mort: en 1 jour	% DE MORTALITÉ PAR JOUR pendant 2 jours consécutifs	
			J 1	J 2
Dindes	Chair claustration	≥ 4	≥ 1	≥ au double du % mortalité de J 1
	Chair plein air	≥ 4	≥ 0,5	≥ au double du % mortalité de J 1
	Futures reproductrices	≥ 4	≥ 0,25	≥ au double du % mortalité de J 1
	Reproduction ponte	≥ 4	≥ 0,25	≥ au double du % mortalité de J 1
Filière gallus chair	Chair claustration	≥ 4	≥ 1	≥ au double du % mortalité de J 1
	Chair plein air	≥ 4	≥ 0,5	≥ au double du % mortalité de J 1
	Futures reproductrices	≥ 4	≥ 0,25	≥ au double du % mortalité de J 1
	Reproduction ponte	≥ 4	≥ 0,25	≥ au double du % mortalité de J 1
	Poulettes	≥ 4	≥ 0,5	≥ au double du % mortalité de J 1
	Ponte œufs de consommation	≥ 4	≥ 0,5	≥ au double du % mortalité de J 1
Filière œuf de consommation	Futures reproductrices	≥ 4	≥ 0,25	≥ au double du % mortalité de J 1
	Reproduction ponte	≥ 4	≥ 0,25	≥ au double du % mortalité de J 1

Pintades	Chair claustration	≥ 4	≥ 0,5	≥ au double du % mortalité de J 1
	Chair plein air.	≥ 4	≥ 0,25	≥ au double du % mortalité de J 1
	Futures reproductrices	≥ 4	≥ 0,25	≥ au double du % mortalité de J 1
	Reproduction ponte	≥ 4	≥ 0,25	≥ au double du % mortalité de J 1
Cailles	Chair claustration	≥ 4	≥ 1	≥ au double du % mortalité de J 1
	Chair plein air	≥ 4	≥ 0,25	≥ au double du % mortalité de J 1
	Futures reproductrices	≥ 4	≥ 1	≥ au double du % mortalité de J 1
	Reproduction ponte	≥ 4	≥ 1	≥ au double du % mortalité de J 1
Canards	Chair	≥ 2	≥ 0,5	≥ au double du % mortalité de J 1
	Prêts à gaver	≥ 2	≥ 0,25	≥ au double du % mortalité de J 1
	Futures reproductrices	≥ 2	≥ 0,25	≥ au double du % mortalité de J 1
	Reproduction Ponte	≥ 2	≥ 0,5	≥ au double du % mortalité de J 1
Oies	Chair	≥ 2	≥ 0,5	≥ au double du % mortalité de J 1
	Prêtes à gaver	≥ 2	≥ 0,25	≥ au double du % mortalité de J 1
	Futures reproductrices	≥ 2	≥ 0,25	≥ au double du % mortalité de J 1
	Reproduction ponte	≥ 2	≥ 1	≥ au double du % mortalité de J 1

Faisans	Quel que soit le stade ≥ 4	≥ 1	\geq au double du % mortalité de J 1
Perdrix rouges	Quel que soit le stade ≥ 4	≥ 2	\geq au double du % mortalité de J 1
Perdrix grises	Quel que soit le stade ≥ 4	≥ 1	\geq au double du % mortalité de J 1
Colverts	Reproduction et élevage ≥ 4	$\geq 0,25$	\geq au double du % mortalité de J 1
	Futurs reproducteurs ≥ 4	≥ 1	\geq au double du % mortalité de J 1
Pigeons	Reproduction ponte ≥ 4	$\geq 0,25$	\geq au double du % mortalité de J 1

Exemples pour un éleveur de 8 000 dindes de chair en claustration :

- Si le taux de mortalité est supérieur ou égal à 4 % en 1 jour (320 morts), l'éleveur doit avertir son vétérinaire.
- Si le taux de mortalité est compris entre 1 % et 4 % au jour J1 (80 à 319 morts), et si à J2 le % de mortalité est supérieur ou égal au double du % de mortalité à J1, l'éleveur doit également avertir son vétérinaire.

Partie 2. - Seuils de diminution des consommations d'eau et d'aliment et de chute de ponte au-dessus desquels le détenteur d'un troupeau de 1 000 oiseaux ou plus doit avertir son vétérinaire

	% de diminution en 1 jour	% de diminution par jour pendant 3 jours consécutifs		
		J 1	J 2	J 3
Eau	≥ 50	≥ 25	≥ 25	≥ 25
Aliment	≥ 50	≥ 25	≥ 25	≥ 25
Chute de ponte	≥ 15	≥ 5	≥ 5	≥ 5

Exemples pour la consommation d'eau :

- Dès que la diminution est supérieure ou égale à 50 % en 1 jour, l'éleveur doit avertir son vétérinaire ;
- Si la diminution est comprise entre 25 % et 50 % au jour J 1 et se maintient entre 25 % et 50 % à J 2 et à J 3, l'éleveur doit également avertir son vétérinaire.

Annexe 2

Tableau synthétique des espèces d'oiseaux réputés élevés de manière systématique en volière et pouvant à ce titre bénéficier de dérogation à l'interdiction des rassemblements

ORDRES	ESPÈCES RÉPUTÉES ÉLEVÉES DE MANIÈRE SYSTÉMATIQUE EN VOLIÈRE et pouvant à ce titre bénéficier de dérogation vis-à-vis de l'interdiction des rassemblements
Apodiformes	Colibris.
Columbiformes	Toutes espèces (y compris par dérogation les pigeons voyageurs et pigeons de sport).
Cuculiformes	Toutes espèces.
Galliformes	Cailles peintes de Chine et cailles du Japon.
Passériformes	Toutes espèces.
Piciformes	Toucans.
Psittaciformes	Toutes espèces.